



Annexes au dossier de demande d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Annexe n° 2

Preuve de dépôt / récépissé de déclaration
d'une ICPE relevant du régime de déclaration

Rubrique 2710-2



Demandeur :
SIAVED
5 Route de Louches
59282 DOUCHY LES MINES



Etablissement faisant l'objet de la demande :
DECHETERIE de MORTAGNE DU NORD
Place de la Gare
59158 MORTAGNE-DU-NORD

La déchèterie de MORTAGNE DU NORD est connue de l'administration comme relevant du régime de déclaration et contrôle au titre de la réglementation des ICPE.

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Lille, le 07 JUN 2011

Dipp/3 - Biepe -
DM

Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

N 2994
ARRIVÉ LE
08 JUL 2011
S.I.A.V.E.D.

Vu les dispositions du code de l'environnement ;

Vu la déclaration en date du 21 juin 2011 de Monsieur le Directeur du SYNDICAT INTER ARRONDISSEMENT POUR LA VALORISATION DES DECHETS - 5 route de Lourches - 59282 DOUCHY LES MINES ;

DONNE RECEPISSE

à Monsieur le Directeur du SYNDICAT INTER ARRONDISSEMENT POUR LA VALORISATION DES DECHETS - 5 route de Lourches - 59282 DOUCHY LES MINES de sa déclaration faisant connaître son intention d'exploiter une déchèterie d'une superficie de 3000 m² à 59158 MORTAGNE-DU-NORD - Place de la Gare.

Cet établissement est soumis à déclaration et rangé sous le numéro de la nomenclature :

2710 2 : Déchèteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers : « monstres » (mobiliers, éléments de véhicules), déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre, bois, métaux, papiers-cartons, plastiques, textiles, verres, amiante lié ; déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides et bases, produits phytosanitaires, etc.) usés ou non ; déchets d'équipements électriques et électroniques. La superficie de l'installation hors espaces verts étant supérieure à 100 m², mais inférieure ou égale à 3 500 m².

Le déclarant devra se conformer strictement aux prescriptions générales ci-jointes.

Conformément aux dispositions de l'article R512-74 du code de l'environnement susvisé, la déclaration cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Conformément aux dispositions de l'article R512-54, toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

.../...

Conformément aux dispositions de l'article R512-68, lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.

Conformément aux dispositions de l'article R512-69, l'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1.

Conformément aux dispositions de l'article R512-66-1, lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

La notification prévue indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- 1) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- 2) des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3) la suppression des risques d'incendie et d'explosion
- 4) la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Conformément aux dispositions de l'article R512-66-2, à tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article L511-1. En cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage.

Ce récépissé ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire ni de l'observation des autres prescriptions prévues par les lois et règlements en vigueur, notamment en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs.

Le présent récépissé peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le présent récépissé fera l'objet d'un affichage en mairie pendant une durée d'un mois, avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter le texte des prescriptions générales.

P.J. : Prescriptions



Pour le préfet et par délégation,
P/le chef de bureau délégué


Christian DELANNOY

Le SIAVED a procédé à une demande d'antériorité pour les rubriques 2710-1 (5,3T de déchets dangereux) et 2710-2 (290m3 de déchets non dangereux) via le service en ligne le 12 juillet 2021.

Une preuve de dépôt de déclaration du bénéfice des droits acquis d'une ICPE relevant du régime de la déclaration a été délivrée (preuve de dépôt A-1-JXAOYJ7V5 du 12 juillet 2021)

DECLARATION DU BENEFICE DES DROITS ACQUIS
D'UNE INSTALLATION CLASSEE RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION N° 15274*0:
Article R513-1 du code de l'environnement



1- DECLARANT	
<input checked="" type="checkbox"/> Personne morale <input type="checkbox"/> Personne physique : <input type="checkbox"/> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur	
Nom	SYND INTER-ARROND VALORIS ELIMIN DECHETS
Raison sociale ou nom et prénoms pour une personne physique	
Forme juridique	Syndicat mixte fermé
N° SIRET	25590095300019
Pour une personne morale Le cas échéant	
Adresse	5 ROUTE DE LOURCHES
N° et voie ou lieu-dit	
Complément d'adresse	
59282	DOUCHY LES MINES
Code postal	Commune
Pays, si le déclarant réside à l'étranger	
Province ou région étrangère	
Téléphone	+33800775537
Portable	
Fax	
(facultatif)	
Courriel	vincent.dufour@siaved.fr
Signataire de la déclaration (pour une personne morale)	
Nom	LEMOINE
Prénoms	Charles
Qualité	Président
2- INFORMATIONS GENERALES CONCERNANT L'INSTALLATION	
N° SIRET	25590095300019
Enseigne ou nom usuel du site	Déchèterie SIAVED de MORTAGNE DU NORD
Adresse de l'installation : <input type="checkbox"/> identique à celle du déclarant (mentionnée ci-dessus)	
Si différente :	PLACE de la Gare
N° et voie ou lieu-dit	
Complément d'adresse	
59158	MORTAGNE DU NORD
Code postal	Commune
Téléphone	+33800775537
Portable	
Fax	
(facultatif)	
Courriel	

1

Déclaration du bénéfice des droits acquis (1/3)

Description générale de l'installation (présentation de l'activité exercée sur le site...) :

Déchèterie du Siaved

La déchèterie de MORTAGNE DU NORD est déjà soumise à ce jour au régime de déclaration pour la rubrique 2710-2 (selon l'ancien classement ICPE, au regard de la superficie du site par récépissé de déclaration du 7 juillet 2011).

Depuis 2012, le classement ICPE pour la rubrique 2710 ne se fait plus en fonction de la superficie des installations mais en fonction du tonnage de déchets dangereux présents pour la rubrique 2710-1 et du volume de déchets non dangereux présents pour la rubrique 2710-2.

Il s'agit donc ici de procéder à la régularisation de la situation administrative du site vis à vis des seuils en vigueur pour les rubriques 2710-1 et 2710-2.

Sur le site de l'installation, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : ☐ Oui ☒ Non
- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : ☐ Oui ☒ Non
- une installation classée relevant du régime de déclaration : ☒ Oui ☐ Non

3- IMPLANTATION DE L'INSTALLATION

L'installation est implantée sur le territoire de plusieurs départements : ☐ Oui ☒ Non

Si oui, préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est implantée sur le territoire de plusieurs communes : ☐ Oui ☒ Non

Si oui, préciser les noms des communes concernées :

Déclaration du bénéfice des droits acquis (2/3)

Renseigner la liste des rubriques objet du bénéfice des droits acquis :

[illegible]

Commentaires (notamment, pour les rubriques de la nomenclature des installations classées dont la capacité est exprimée en « équivalent », préciser le détail des calculs) :

3

Déclaration du bénéfice des droits acquis (3/3)



PREUVE DE DEPOT N° A-1-JXAOYJ7V5

**DECLARATION DU BENEFICE DES DROITS ACQUIS
D'UNE INSTALLATION CLASSEE
RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION
Article R513-1 du code de l'environnement**

Nom et adresse de l'installation :

Déchèterie SIAVED de MORTAGNE DU NORD	
PLACE de la Gare	
59158	MORTAGNE DU NORD

Départements concernés :

--

Communes concernées :

--

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : NON
- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : NON
- une installation classée relevant du régime de déclaration : OUI

Demande de modification de certaines prescriptions applicables : NON

Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet du bénéfice des droits acquis :

Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
2710	1-b	Collecte de déchets apportés par le producteur	5,7	t	DC
2710	2-b	Collecte de déchets apportés par le producteur	290	m3	DC

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement. Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :
Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant : SYND INTER-ARROND VALORIS ELIMIN DECHETS

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration.

Date de la déclaration du bénéfice des droits acquis : 12/07/2021

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges : NON

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>